

PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture
Cabinet
Direction des Sécurités
Bureau de la Police Administrative

Saint-Denis, le 09 MAI 2019

Arrêté n° 1962 /CAB/BPA
Portant autorisation d'exercer sur voie publique
pour la manifestation «Cinémarmailles» des missions de gardiennage et de surveillance
au profit de la société «Aéro Sécurité privée»

Le Préfet de La Réunion
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 613-1, les articles L. 611-1 et suivants et R. 611-1 et suivants ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 29 juin 2017 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, Préfet de la région Réunion, Préfet de La Réunion, ensemble le décret du 20 juin 2018 portant nomination de Mme Marie-Amélie VAUTHIER-BARDINET, administratrice civile détachée en qualité de sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet de la région Réunion, Préfet de La Réunion et l'arrêté n°330 du 19 février 2019, portant délégation de signature à Mme Marie-Amélie VAUTHIER-BARDINET, directrice de cabinet et à ses collaborateurs ;

Vu l'autorisation d'exercer n°AUT-974-2115-12-16-20160351934 délivrée par la commission locale d'agrément et de contrôle Océan Indien, portant autorisation d'exercer à la société « Aéro Sécurité Privée », sise 31 avenue Eudoxie Nonge – 29 G – 97490 Sainte-Clotilde, représentée par ses gérants M. Jimmy SINAMA VALLIAMÉE et Me Martine VIADERE, eux-mêmes dûment agréments ;

Vu la demande, reçue par courriel en préfecture le 3 mai 2019, transmise par la mairie de Saint-Denis avec pour prestataire de service, l'entreprise privée « Aéro Sécurité Privée », sise à Sainte-Clotilde 97490, tendant à obtenir pour le compte de la mairie de Saint-Denis et de l'association la lanterne magique, co-organisateurs, le gardiennage de biens par agents de sécurité privée, de la manifestation sur la voie publique, intitulée « Cinémarmailles » les samedi 11 et dimanche 12 mai 2019 au square labourdonnais situé à Saint-Denis ;

Considérant que la mission de gardiennage et de surveillance dont il s'agit est strictement limitée dans le temps, du samedi 11 mai, 13 h, au dimanche 12 mai 2019, 23 h, par 7 agents de sécurité ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du Préfet de La Réunion :

ARRÊTE

- Article 1^{er} :** La société « Aéro Sécurité Privée », sise 31 avenue Eudoxie Nonge – 29 G – 97490 Sainte-Clotilde, représentée par ses gérants M. Jimmy SINAMA VALLIAMEE et Me Martine VIADERE, est autorisée à exercer sur la voie publique les missions de surveillance contre les vols, dégradations et effractions visant les biens dont elle a la garde, sur le site de la manifestation intitulée « cinémarmailles » organisée par la mairie de Saint-Denis et l'association la lanterne magique, du samedi 11 mai 2019, 13 h, au dimanche 12 mai 2019, 23 h, au square labourdonnais à Saint-Denis.
- Article 2 :** Les effectifs engagés sous la responsabilité de la société de sécurité privée « Aéro Sécurité Privée » sont tous détenteurs de la carte professionnelle d'agent de sécurité et de gardiennage en cours de validité.
- Article 3 :** Les agents de sécurité de la société privée « Aéro Sécurité Privée » assurant la mission visée à l'article 1 ne pourront, de quelque manière que ce soit, être armés.
En aucun cas les membres de la société de sécurité affectés à cette mission ne sont habilités à exercer des missions relevant de la compétence des officiers de police judiciaire.
De la même manière, les agents ne pourront effectuer un contrôle général de police administrative.
De façon plus générale, les agents de la société de sécurité privée n'exerceront aucune prérogative de puissance publique dévolue aux seuls agents de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la police municipale.
Tout incident, tout fait dommageable résultant de l'intervention de la société sécurité privée sur les sites susvisés, ne saurait être de nature à engager la responsabilité de l'État.
- Article 4 :** Le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à respecter les prescriptions du livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-1, précisant que pendant la manifestation, les agents de sécurité exerceront exclusivement sur la voie publique des missions, même itinérantes, de surveillance contre les vols, dégradations et effractions visant les biens dont ils ont la garde.
- Article 5 :** La présente autorisation précaire et révocable à tout moment, prendra fin à l'expiration de la mission.
- Article 6 :** La directrice de cabinet du Préfet de La Réunion, le directeur départemental de la sécurité publique de La Réunion, les gérants de la société privée « Aéro Sécurité Privée », la mairie de Saint-Denis et l'association la lanterne magique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
la Sous-Préfète, Directrice de cabinet
du Préfet de La Réunion


Marie-Arnélie VAUTHIER-BARDINET

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits :

-un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services.

-un recours hiérarchique peut être introduit auprès du ministre de l'intérieur.

-un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, sis 2 ter rue Félix Guyon, 97 400 Saint-Denis dans les deux mois suivant la date de notification de la décision contestée ou la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.